

mer de Chine du sud :
appréhensions ; frictions ; navigation ; militarisation ?

*Un fait
son décryptage
une analyse
des perspectives*

LE FAIT

L'ANALYSE

➤ *En quelques jours, le ton est sensiblement monté - une fois encore - en mer de Chine du sud, cet espace maritime âprement disputé de l'autre côté du globe par une demi-douzaine de pays riverains, dont la résolue République Populaire de Chine.*

➤ *Alors même que s'achevait de l'autre côté du Pacifique le Sommet Etats-Unis / ASEAN (15-16 février) - lors duquel le Président B. Obama eut à diverses reprises l'occasion de rassurer ses invités (une dizaine de chefs d'Etat et / ou Premiers ministres) sur la nature de l'engagement politique et militaire américain dans cette sensible sous-région d'Asie -, le monde découvrirait que le plus entreprenant des pays riverains de la mer de Chine du sud disposait désormais - photos aériennes et clichés satellitaires à l'appui —, en plus de pistes d'atterrissage susceptibles d'accueillir des appareils militaires, de(s) batterie(s) de missiles sol-air, installée(s) sur l'île artificielle de Woody Island (archipel des Paracels ; photo ci-contre), administrée-contrôlée-reformatée par Pékin, et dont la souveraineté est disputée par Hanoi (Vietnam) et Taipei (Taiwan).*

➤ *Une révélation qu'assumèrent très sereinement les autorités chinoises, à l'image du placide chef de la diplomatie qui justifia la présence de ces systèmes d'armes à des fins de protection des installations érigées sur ces "îles" et des populations y vivant, en "accord avec le droit international".*

➤ *Une lecture très avantageuse des faits en disant long sur les intentions de Pékin et ne manquant pas d'inquiéter voisins et observateurs extérieurs.*

■ *Alors que le Vietnam et les Philippines peinent à se faire entendre (de Pékin notamment), que l'ASEAN et ses dix membres se montrent incapables de définir une approche commune et redoutent d'hérisser le grand voisin du nord, en l'espace de deux ans, ingénieurs, maçons et militaires chinois ont réussi le tour de force technique d'étendre dans l'archipel des Spratleys la superficie des terres émergées (à grands renforts de remblais) de plus d'un millier d'hectares, sur une demi-douzaine de sites ; parfois à partir de récifs de quelques mètres carrés... Sur le désormais célèbre Fiery Cross Reef, l'autorité chinoise s'applique désormais sur 200 hectares, avec le confort d'une piste d'atterrissage de 3000 m de long...*

■ *Réduites à compter les blocs de béton, les installations civiles et militaires (chinoises) pousser comme des champignons, les capitales régionales les plus hardies se tournent vers Washington pour trouver écho à leur amertume, donner de la voix et faire montre de quelque velléité de résistance, lorsque par exemple la 7^e flotte (à deux reprises depuis oct.) croise à proximité (sans trop s'attarder...) d'îles contrôlées de facto par Pékin, drappée fièrement de l'étendard de la liberté de navigation, pour sa part inscrite dans le droit international...*

■ *Deux stratégies distinctes qui, entre fait accompli d'un côté, gesticulation timide de l'autre, paraissent bien déséquilibrées et, à terme, faire le jeu de l'audacieuse République Populaire.*



mer de Chine du sud : repères

- Région:** Asie orientale
 - Superficie:** 3,5 millions km²
 - Pays riverains:** Brunei, Chine, Indonésie, Malaisie, Philippines, Taiwan, Vietnam
 - Principaux espaces immergés:** archipel des Spratleys (700 îlots, rochers), des Paracels (130 îles, récifs)
 - Ressources:** pétrole, gaz naturel, produits halieutiques
- Voie majeure du **commerce maritime mondial** (5000 milliards \$/an)



Source: The Straits Times

Woody Island, archipel des Paracels (fév. 2016): ou comment Pékin densifie, à grands renforts de travaux, de bétons et de structures, sa présence en mer de Chine du sud.

LA CITATION

"Ici, à l'occasion de ce Sommet, nous pouvons proposer notre vision d'un ordre régional où les normes et les règles internationales — dont la liberté de navigation - sont respectées et où les différends sont résolus par des moyens pacifiques et légaux", du Président américain B. Obama, Sommet Etats-Unis-ASEAN, Californie, les 15-16 février 2016.

ACTEURS EN PRESENCE

- LA CHINE**
- SIX AUTRES NATIONS RIVERAINES**
- LES ETATS-UNIS**
- DROIT INTERNATIONAL ; L'ONU**

CHRONOLOGIE récente

17/02: Pékin reconnaît la présence d'une batterie de missiles sol-air sur Woody Island
30/01: le destroyer *USS Curtis Wilbur* croise au large de Triton Island (archip. Paracels)
20/01: Hanoi dénonce présence d'une plateforme pétrolière chinoise (mer Chine sud)
31/12: Pékin confirme la construction d'un 2^e porte-avions (50 000 tonnes)
28/12: des activistes philippins débarquent sur l'île de Pagasa (archipel des Spratleys)
21/12: Pékin rejette la compétence du tribunal arbitral (ONU ; La Haye) saisi par Manille
07/11: "Les îles de mer de Chine du sud sont des territoires chinois depuis les temps anciens (...)", Président chinois Xi Jinping
27/10: destroyer *USS Lassen* croise au large de Subi Reef, une île 'artificielle' (Spratleys).

DÉCLARATIONS & REACTIONS

"Les pays extérieurs à la région doivent cesser de pousser la mer de Chine du sud à la militarisation, de mettre en péril la souveraineté et la sécurité des pays riverains au nom de la liberté de navigation, de malmenier la paix et la stabilité régionale", ministre chinois des Affaires étrangères, 11 février 2016.

"Nous ne sommes pas sûrs de savoir où (la Chine) nous entraîne. Aussi, nous allons continuer à naviguer, à survoler, à manœuvrer dans ces eaux (mer de Chine du sud) comme nous le faisons depuis si longtemps", du Vice-amiral J. Aucoin, commandant de la 7^e flotte (US Navy), le 15 février 2016.

"Nous invitons les USA à respecter et à appliquer la loi chinoise, à faire plus en faveur de la confiance mutuelle entre la Chine et les Etats-Unis, ainsi qu'à la paix régionale", ministre chinois des Affaires étrangères, le 30 janvier 2016.

"Nous ne voulons pas d'un conflit avec la Chine et nous avons foi en notre diplomatie. Mais nous savons que nous devons nous préparer au pire", gouvernement vietnamien (citation du *New York Times*), le 17 décembre 2015.

L'auteur



OLIVIER GUILLARD, spécialiste de l'Asie, est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington).

ENJEUX et CONSEQUENCES

◆ Si le Vietnam s'émeut et se mobilise sur ce dossier sensible en musclant ses arguments militaires (cf. acquisition de sous-marins) et politiques (en se rapprochant de Washington), si les Philippines se font pareillement l'écho outragé de l'extension à marche forcée de la présence chinoise des Paracels aux Spratleys, si l'ancien Président taiwanais Ma-Ying-jeou s'est rendu fin janvier 2016 sur l'île de Taiping (Itu Aba ; la plus grande des Spratleys), si les Etats-Unis, acteurs extérieurs à la région, aiment à se saisir de ces appréhensions et à se muer en vaillant défenseur des grands principes internationaux (cf. liberté de navigation ; primauté du traité sur la législation nationale), enfin, si l'ONU (tribunal arbitral de La Haye) ne se refuse pas la possibilité de proposer ses lumières pour tenter de dépassionner ce qui apparaît comme un contentieux interétatique des plus volatiles (et complexes) de ce début de XXI^e siècle, un point semble indiscutable : sur le terrain, la puissance asiatique du moment a remarquablement avancé ses pions, là où, par défaut de moyens (matériels, militaires), d'audace (stratégique), d'arguments (politique, économique), l'ensemble de ses *challengers* naviguaient de l'attentisme au laisser-faire, ouvrant grand la porte à la réalisation du projet de Pékin : se retrouver par défaut d'opposition en situation de force, de pouvoir *contraindre* si besoin était les acteurs régionaux, d'opposer aux Etats-Unis des arguments nouveaux. Ce, tout en étant assuré que l'ascendance prise ne saurait être autrement de verbalement disputée, moins encore remise en question par la contrainte.

◆ Le droit international (la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982) contrarie ses arguments politiques ou historiques en mer de Chine du sud ? La diplomatie pékinoise les ignorent superbement, leur tournent le dos sans sourciller, les balaie de son assurance et de son *bon droit*.

◆ Les nations riveraines donnent de la voix et promettent de ne pas (avantage) s'en laisser compter ? Les autorités chinoises les renvoient aux leçons de l'histoire (cf. prise par les troupes chinoises de plusieurs possessions vietnamiennes dans les Spratleys en 1988) ou aux réalités économiques contemporaines (la Chine est le 1^{er} partenaire commercial des Philippines ; participation de Manille à l'Asian Infrastructure Investment Bank, initiative chinoise visant à concurrencer le Fonds Monétaire International).

◆ La Maison-Blanche et le Département d'Etat tonnent leur courroux et répondent aux aises de Pékin dans la région par le (fort bref) déploiement de navire de guerre ? Le pouvoir chinois observe sereinement la scène, attend que l'éphémère et modeste flotille US quitte les lieux, presque *amusé* de cette inoffensive gesticulation.

PROSPECTIVE

Solidement campée sur ses positions insulaires relevant plus de l'ingénierie militaire que de la géologie marine, déroulant irrésistiblement - sans rencontrer jusqu'alors que de frêles écueils - sa feuille de route au nez à la barbe de ses voisins et *challengers*, la Chine frondeuse du Président Xi Jinping semble à la fois avoir pris la mesure de son autorité nouvelle et l'ascendant sur ce dossier géopolitique asiatique parmi les plus tendus du moment. Quelle réponse entend - éventuellement - lui opposer la communauté internationale ?

Paris, le 18 février 2016